

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 19 - 1 FRANC - 8-9-1971

Perspectives 2.000

1971
AN 0 ?

indépendance nationale et isolement monétaire

Le double marché des changes instauré par la France met notre pays dans une situation différente de celle adoptée par nos voisins européens. Alors que la plupart de ceux-ci ont adopté le système de la monnaie flottante et que le Japon s'est résigné à la réévaluation, la France au contraire, s'accroche au principe des parités fixes et se contente de distinguer les opérations commerciales des flux financiers. Elle apparaît ainsi isolée dans le concert occidental et d'aucuns clament déjà au retour à la politique de la « France seule ».

Pour les démocrates, toutes les occasions

sont bonnes de calomnier Maurras et l'A.F. L'expression « La France seule » n'a jamais signifié « la France isolée », bien au contraire. Dans les circonstances présentes, comme par le passé, nous reprochons plutôt au gouvernement de ne pas assurer une véritable indépendance de la France en négligeant les possibilités offertes par la zone franc. L'indépendance nationale est d'abord la recherche des solidarités naturelles qui affermissent la position tenue par la nation dans le concert international. Le repli sur soi et l'isolement ne sont au contraire, très souvent

qu'une marque de faiblesse vis-à-vis de l'étranger. Caricatures de la véritable indépendance, ils trouvent vite leur limite et ne peuvent fonder de politique durable.

La solidité du franc est liée à la confiance que de nombreux Etats amis peuvent et doivent lui apporter. A l'heure où l'éclatement de la petite Europe démasque les « faux amis », Allemagne en tête, la France se doit de ne pas décevoir ceux qui espèrent encore en elle. Puisse-t-elle ne pas les décevoir une fois de plus !

L'INFLATION CONTINUE

La hausse des prix a encore été très rapide en juillet et les prévisions gouvernementales seront largement dépassées. La crise monétaire internationale, de surcroît, empêche les pouvoirs publics d'appliquer toutes les mesures nécessaires. La proximité des échéances électorales ajoute à cette impuissance.

On serait curieux de connaître le projet de budget qui sera arrêté par le gouvernement courant septembre. Révélateur des intentions gouvernementales, ses orientations ne seront peut-être pas du goût des parlementaires. Il n'est pas impossible que l'enterrement de la nouvelle société y soit consacré... ainsi que le retour à l'austérité. A moins que, par un artifice dont il a le secret, Giscard ne parvienne à reporter l'addition de quelques mois. Au lendemain des élections législatives, les Français auraient à payer la note. Cette éventualité semble de plus en plus se confirmer.

J. D.

LA PRESSE FRANÇAISE ET LA HAUSSE DES PRIX

Le prix des quotidiens vient d'être relevé à Bruxelles et à Madrid ; il n'est guère de capitale du monde industrialisé qui n'ait appliqué cette mesure depuis un an, et cela a failli se produire à Paris, en août. Mais en raison de la double opposition du ministère de l'Economie et des Finances et des directeurs de journaux de province, cette hausse (probablement vingt centimes par numéro), est différée. Pour combien de temps ?

Les phénomènes mondiaux d'inflation affectent particulièrement le secteur économique de la presse. Les éléments principaux de ses prix de revient sont actuellement l'objet de vives pressions :

- le papier, dont la demande mondiale est plus forte que l'offre, a des cours en hausse ;
- l'énergie, qui intervient en proportion importante pour l'impression et la distribution des journaux, reflète les demandes des pays arabes producteurs ;
- les salaires des journalistes, du personnel administratif, des ouvriers de presse.

En France, les prix nominaux du papier et de l'énergie ont été affectés du coefficient de dévaluation du franc, depuis août 1969. Quant aux salaires, ils ont crû de 30 % environ depuis Grenelle, c'est-à-dire depuis trois ans. La dernière hausse collective des quotidiens et des hebdomadaires date de juin 1968 ; elle était de 25 % environ, et cet « avantage » est maintenant complètement dévoré.

Or, il ne faut plus compter sur les investissements publicitaires des grandes marques pour développer les recettes commerciales de la presse ; en effet, la télévision en aspire une bonne partie. Certains en déduisent : le lecteur doit maintenant payer son journal. Voire ! répondent les commerciaux. Tel grand quotidien parisien du matin, dont les recettes proviennent à raison de 80 % de la publicité, et de 20 % seulement des ventes au numéro et des abonnements, a fait ses comptes. Quarante pour cent de vingt pour cent ne font jamais que huit pour cent du total des recettes. D'expérience, il est acquis qu'un relèvement de prix entraîne une baisse de diffusion au moins temporaire. Si, au bout de trois mois, cette baisse de diffusion persiste, le prestige du titre en est atteint, tandis que le monde publicitaire en tire des conclusions pessimistes sur la valeur réelle de ce titre en tant que support publicitaire. Ainsi la hausse du prix du journal risque d'entraîner à terme une baisse des recettes de publicité : le remède est jugé pire que le mal !

La grande presse commerciale est donc malade, malade de l'argent. Le journal à bas prix, le journal pour tous, le journal « démocratisé » subit la loi du genre : ou bien il vit des largesses d'un patron pharmacien ou sucrier, ou bien il est un rouage intelligent de la société de consommation. Nous reviendrons une autre fois sur ce sujet, en essayant de proposer quelques solutions libératrices.

Stanislas LEBLANC.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse
72, rue du Château d'Eau, Paris 10^e

LA MENSUALISATION DES IMPOTS

Les contribuables de la région parisienne et du Nord sont actuellement invités par les services fiscaux à faire connaître s'ils acceptent de se voir appliquer, à compter du 1^{er} janvier 1972, le nouveau système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu mis au point par le ministère des Finances. Cet événement ne nous intéresserait pas s'il restait limité au domaine de la technique fiscale. Tel n'est pourtant pas le cas : la mesure présente également des aspects politiques sous-jacents sur la portée desquels il convient de s'arrêter.

De quoi s'agit-il ? De permettre aux assujettis de payer désormais chaque mois, pendant les dix premiers mois de l'année, le dixième du total versé l'année précédente : s'il y a lieu, une régularisation comportant versement supplémentaire ou remboursement, selon le cas, est opérée au cours des deux derniers mois. Ce mécanisme très simple, est, en outre, assorti de la suppression des formalités de paiement : les sommes dues sont prélevées automatiquement sur le compte courant du redevable par les services chargés du recouvrement de l'impôt. Ainsi, finis les retards et les majorations de 10 %, le contribuable peut dormir tranquille sans se soucier des échéances douloureuses.

Simple et pratique, le nouveau système n'en présente pas moins de réels dangers. Déjà utilisé par des services publics (E.D.F., G.D.F. notamment) ou des organismes privés, il prend un caractère inquiétant lorsqu'il est utilisé par l'Etat. Les avantages nombreux que celui-ci retire de son application ont, hélas, leur contrepartie dans la limitation des libertés des citoyens.

L'Etat, de son côté, a tout à gagner. La mensualisation lui permet de disposer de ressources plus régulières et mieux étalées tout au long de l'année. La procédure des tiers provisionnels présentait l'inconvénient de gonfler anormalement les recettes du Trésor au cours de certains mois, alors que d'autres mois n'apportaient que des ressources insuffisantes

dans les caisses publiques. Il en résultait, pour le Trésor, l'obligation de surveiller attentivement l'évolution des dépenses de l'Etat et, à certaines périodes, de différer des dépenses dans l'attente des rentrées fiscales. Grâce à la mensualisation, l'Etat devrait théoriquement éviter les difficultés de trésorerie des mois d'été.

Nous ne dénions nullement à l'Etat le droit de mettre au point un système fiscal efficace. Une nation ne peut vivre et se développer normalement si l'Etat manque des ressources qui lui sont nécessaires pour assurer un fonctionnement normal des services publics. Ce que l'on peut reprocher à l'Etat, c'est d'imposer à la population une charge fiscale trop lourde ou de mal utiliser l'argent prélevé sur les citoyens, ou encore les deux à la fois.

C'est ici qu'un des dangers de la mensualisation apparaît. Par le biais du prélèvement automatique, le contribuable se trouve à la merci de l'Etat qui dispose désormais d'une contrainte fiscale beaucoup plus efficace. Le système précédent avait du moins l'avantage de donner au redevable un délai de paiement et surtout un droit de discussion. Or, cette possibilité de discussion, tant sur le délai de paiement que sur le montant de l'impôt, disparaît sans contrepartie. Dans les faits cela se traduit par la substitution d'un mode de paiement a posteriori échu par un paiement d'avance. Dorénavant, en cas de surimposition, on ne pourra discuter éventuellement qu'après avoir payé. Et on sera remboursé, si on y a droit, théoriquement dans un délai très bref, en pratique, selon le bon vouloir de l'administration fiscale.

Plus grave encore est, à notre avis, l'arme potentielle que l'Etat pourra utiliser vis-à-vis des assujettis dans une seconde phase. Il d'agira tout simplement d'opérer le prélèvement automatique, non plus sur le compte courant du contribuable, mais purement et simplement sur son salaire. Il ne faut pas s'illusionner, le but réel de la mensualisation de

l'impôt sur le revenu est bien de parvenir, dans un délai rapproché, au prélèvement à la source, tel que la Sécurité sociale le pratique déjà vis-à-vis des revenus salariaux. L'impôt deviendra ainsi parfaitement indolore et les taux pourront en être plus facilement modulés sans que les redevables s'en aperçoivent.

Il y a là un processus de conditionnement de l'individu au profit de l'Etat dont il faut souligner la gravité. Grâce à des techniques de ce genre, le citoyen sera progressivement réduit à n'être plus qu'un pion dans la machine administrative. Au nom de l'efficacité, ses intérêts ne seront plus appréciés par rapport à l'intérêt national, mais en fonction de critères de rentabilité de la matière imposable et de facilité technique de recouvrement. Le danger d'oppression fiscale sera réel et d'autant plus tentateur que l'Etat sera faible.

La machine démocratique aura tout intérêt à se retrancher derrière les justifications techniques pour retirer des citoyens le maximum de ressources susceptibles de compenser sa gabegie croissante. Elle ne peut donc que pousser à la généralisation des systèmes de ce genre qui lui permettent de repousser l'échéance où sa mauvaise gestion éclatera publiquement. Dans cette voie, elle rencontre naturellement l'adhésion du courant technocratique aux buts duquel cet effort de rationalisation correspond parfaitement. Reste le côté humain qui a été totalement négligé et il n'y a là rien d'étonnant.

Paradoxe : la Constitution de 1958 porte référence à la Déclaration des Droits de l'Homme, laquelle affirme solennellement le principe de la « contribution volontaire » du citoyen. Le prélèvement automatique de l'impôt mensualisé est-il constitutionnel ? On serait curieux de connaître la réponse du Conseil Constitutionnel à cette question. A condition, bien entendu, qu'il soit saisi.

BLACK POWER

Le samedi 21 août, George Jackson, frère de Soledad, militant révolutionnaire noir, est mort dans la cour du pénitencier de San Quentin.

Tentative de fuite, assassinat prémédité ? Peu importe, même si ce n'est pas l'avis du polémiste et « théâtral » Jean Genet, que sa profession de foi d'« internationaliste, révolutionnaire et apatride », ne met pas à l'abri du plus déroute simplisme. Apartheid, racisme aux U.S.A., exploitation des Bengalis par les Pendjabis du Pakistan occidental, même situation. Cela implique même solution. C'est facile à déclamer, mais cette théorie ne résiste pas longtemps à l'analyse.

Enfant du ghetto, comme Malcolm X ou Cleaver, c'est en prison que G. Jackson se politisa et devint un révolutionnaire.

LA PANTHÈRE NOIRE

Au milieu des années 60, les illusions tombaient les unes après les autres, les conditions économiques de logement et d'éducation allaient en empirant, les lois sur les droits civiques restaient lettre morte. Il devenait clair que si solution il y avait, elle ne résidait pas dans un réformisme précaire, c'est-à-dire dans l'intégration pure et simple d'une coalition libérale — syndicaliste pour les droits civiques au sein même de l'appareil du Parti Démocrate, synonyme de Progrès, de Grande Société, de New Deal et de Nouvelle Frontière — mais tout simplement dans la remise en cause du Système.

Il devenait également clair que la politique intégrationniste du mouvement de M. Luther King était utopique : Les émeutes urbaines (« étés chauds » de Watts) avaient mis en lumière son impuissance à comprendre les réalités sociales du « lumpen-proletariat » noir.

A l'automne de 1966 se produisit un événement qui passa inaperçu, mais qui devait se révéler capital : la fondation d'une organisation, le Parti de la Panthère Noire pour l'Autodéfense, par deux étudiants d'Oakland, Californie, Huey Newton et Bobby Seal.

« La Panthère n'attaque personne d'elle-même, mais quand elle est agressée et acculée, elle réagit violemment et liquide l'agresseur », déclara B. Seal.

Des patrouilles armées destinées à éviter les incidents entre population du ghetto et policiers, furent constituées. En même temps était rédigé un programme en dix points, « exprimant les aspirations fondamentales du peuple noir ». Cela allait de grands problèmes comme l'autodétermination et les libertés à des questions plus connues comme le plein emploi, la décence des logements, un enseignement propre.

Ce programme était la première tentative pour exposer ce que signifiait concrètement le Pouvoir Noir.

ÉVOLUTION

En 1969, après trois années de luttes implacables, il fallut dresser un constat d'échec. Si les espoirs réformistes en vue d'une intégration des Noirs dans la société U.S. s'étaient envolés, il paraissait évident qu'aucun signe de révolution ne pointait à l'horizon.

Les radicaux ne se découragèrent pas et élaborèrent un programme de transition. Il fallait définir une stratégie souple qui permit une sorte d'alliance de toutes les victimes de la société bureau-technocratique. Les minorités ethniques (Porto-Ricains, Mexicains, Indiens) répondirent à l'appel. Les Petits-Blancs se murèrent dans un silence méprisant, tandis que les ouvriers feignirent l'indifférence, tout simplement parce qu'ils se sentaient à l'abri.

Le statu quo n'est peut-être pas éternel.

Le progrès indéfini (mécanisation et cybernétique) va peut-être réveiller brutalement une masse énorme de manipulés.

Si révolution il y a, ne risque-t-elle pas d'aboutir dans un cul-de-sac, un nihilisme absolu ?

OU EN EST LE MOUVEMENT NOIR EN 1971 ?

L'élimination systématique des éléments, dirigeants des groupes radicaux, a presque totalement réussi.

Angela Davis, traquée pendant plusieurs semaines dans les cinquante Etats de l'Union, a été arrêtée dans un appartement new-yorkais et attend son procès. Procès qui risque d'être aussi animé que celui de Chicago, pendant lequel le principal inculpé Bobby Seal fut bâillonné en plein prétoire.

Huey Newton est incarcéré dans un pénitencier d'où l'on ne s'évade pas.

Eldridge Cleaver et Stokely Carmichael ont trouvé refuge à l'étranger, le premier à Alger chez le « moudjahid » Boumedienne, le second chez le dictateur guinéen Sekou Touré. Il faudrait évidemment passer sous silence l'éloquent martirologe des militants anonymes lâchement assassinés au cours de fusillades policières.

Consolation légitime mais secondaire : la floraison pléthorique de nouvelles sections, de nouveaux cours exclusivement noirs dans les universités.

Résultat plus important celui-là, le fait d'une prise de conscience lente mais progressive de couches entières de la population américaine, sensibilisées par les excès d'un système qui refuse de leur octroyer des libertés.

Ils ont compris que le Républicain Nixon ou le Démocrate Johnson étaient les amuseurs d'une démocratie qui portait en elle le germe de sa maladie honteuse ; qu'ils étaient les pantins de tragi-comédie articulés par des bureau-technocrates impassibles.

Philippe VERGNE.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

PARIS NORD-EST

Permanence chaque mardi de 21 heures à 22 heures, à La Mandoline, 2, avenue Secrétan (métro Jaurès). Première permanence : mardi 14 septembre.

TROYES :

Samedi 25 septembre, au restaurant Butat, 50, rue de Turenne, à 21 heures, conférence de Gérard Lelerc.

PARIS-ÉTUDIANT

Permanence tous les jours de 15 heures à 19 heures, au siège du journal, 17, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er} (4^e étage).

Les responsables lycéens sont priés de se mettre en rapport le plus vite possible avec Francis Bertin et les membres du collectif de l'U.N. L.A.C., afin de recevoir les consignes pour la rentrée.

Cartes et Cotisations

ADHESIONS

Les cartes d'adhésion sont disponibles. Vous pouvez vous inscrire soit par l'intermédiaire de votre responsable de section, soit en nous écrivant.

Cotisations mensuelles : 2 % du salaire avec un minimum de 5 F.

SERVICE LIBRAIRIE

A. BLANC DE SAINT-BONNET
Politique réelle 8 F

Charles MAURRAS
et Xavier VALLAT
Lettres passe-muraille 18 F

Maurice JALLUT
Où va la République ? 9 F
Carnet de chants royalistes 3,50 F

Adressez vos commandes au service Librairie accompagnées de leur montant (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31), augmenté de 1,50 F pour frais d'envoi.

les nouveaux régionalistes

Un quotidien sérieux comme « Le Monde » ne peut s'abaisser à parler du serpent de mer au mois d'août. Alors, il parle du régionalisme. Ou plutôt de « régionalistes ». Mais ses régionalistes (vus par Henri Deligny dans « Le Monde » du 3 au 7 août), sont d'une nouvelle espèce : les « Français en marge », à tonalité gauchiste prononcée, ou carrément séparatistes. Nombreux sont ceux qui s'inscrivent dans la mouvance intellectuelle de Lafont et font leur sa thèse du « colonialisme intérieur ». Il convient pourtant d'aller au-delà de cette écume, qui témoigne de la réalité d'un mouvement profond des provinces inquiètes pour leur avenir et exaspérées par la toute-puissance d'un Paris tentaculaire.

Mettre en cause la centralisation forcée relève du lieu commun, mais les causes mêmes de cette centralisation sont les nécessités des idéologies : carpitelistes, ce que l'on reconnaît parfois, et surtout républicaines et démocratiques, ce qui est généralement tu. La centralisation a été le but et la « grande œuvre » des Révolutionnaires et de leurs héritiers, et les régionalistes qui se sont voulu républicains ont toujours trouvé porte close (ou « bonnes paroles ») auprès de la classe politique en place. Le salut et la victoire des « immortels principes » passaient par l'écrasement des particularismes, tant linguistiques que politiques

ou sociaux, qui paraissent par essence réactionnaires. Le système économique sous-tendant cette idéologie et en tirant bénéfice niait lui aussi les différences, fruits de l'histoire et de la nature, mais sources de blocages jugés nuisibles au développement de l'économie et des profits. Pour les philosophes « révolutionnaires », l'Homme est (ou devrait être) Un.

Aujourd'hui que les abus des matérialismes et de la bureaucratie centralisatrice ont fait naître en beaucoup de Français un besoin de se retrouver ancrés à des traditions, à un sol et à une langue qui puissent leur fournir un point d'attache solide, ce qui était jugé réactionnaire hier (et les maurassiens sont bien placés pour le savoir !), paraît aujourd'hui furieusement révolutionnaire. Comme l'écrivait un de nos amis, dont l'habileté des manières de ciseaux du « Monde » a quelque peu déformé la pensée : « L'Internationale Régionaliste est en marche ! Pourquoi ? Peut-être un peu parce que c'est la mode : on avait autrefois honte d'être fils de paysans, on s'arrache aujourd'hui les petits cousins restés au village. Aussi, une certaine sincérité : la crainte de demain, l'ennui d'un aujourd'hui sans idéal, et la nostalgie d'un destin à l'échelle humaine, sont à l'origine de bien des vocations régionalistes que l'inefficacité des doctrines anti-centralisatrices réactionnaires (trop éloignées

du pouvoir et de l'idéologie dominante) détourne, parfois sans présupposés politiques, vers l'autre bord. Mais peut-être y a-t-il aussi là un effet de ce vertige de destruction de toutes les structures existantes qui est une caractéristique du monde moderne. »

Mais il nous faut montrer la vacuité et l'impossibilité des divagations régionalistes révolutionnaires en redonnant au régionalisme réactionnaire une vigueur qui lui fait cruellement défaut. Au-delà des « fumées » occitaniques ou pan-celtiques, retrouver les régions vraies avec l'aide d'une population désormais avide de cette vérité. Tout n'est pas faux dans les théories de « l'adversaire », mais rien ne justifierait qu'on impose à qui n'en veut pas un amalgame plus artificiel que l'amalgame français qui, qu'on le veuille ou non, a créé depuis plusieurs siècles une certaine amitié entre les différentes ethnies et les différentes provinces françaises, ce que l'on appelle une Nation.

« L'ardente obligation » qu'est la régionalisation ne passe pas forcément par la fin de l'Etat français ! Rapprochons deux citations : « Resserrons-nous encore dans l'amour de la langue (provençale) qui est l'amour de la France, le véritable amour de la France populaire » (Frédéric Mistral). « ... Sans une démocratie hautement développée, il ne peut y avoir un haut degré de centralisme ; or, sans un tel centralisme, il est impossible de fonder une économie socialiste » (Mao tsé Tung).

Marius BREMOND.

LE PROBLEME DES TRANSPORTS PARISIENS

réponse à Ph. H. Durocher

P.-H. Durocher a des idées personnelles sur l'organisation des transports parisiens. Très personnelles. Avec sa petite moto il se rit des embouteillages du métro de 6 heures du soir et des problèmes que pose le stationnement. Quelque 900.000 habitants de la région parisienne éprouvent les mêmes satisfactions. Tant mieux pour eux. Mais un million de personnes utilisent leur voiture et 3.600.000 les transports en commun. Il faut quand même se préoccuper de leur sort. Du haut de son « deux roues », P.-H. Durocher envisage sereinement la situation : pour lui, les transports en commun ne présentent guère d'intérêt : il y a les voitures, que diable ! Et plus il y en aura, plus on se rapprochera de l'asphyxie totale, mieux ça vaudra car les gens finiront par comprendre que leur intérêt est d'aller vivre en province.

SOYONS SÉRIEUX

Régions d'abord la question des « deux roues » : Voilà bien longtemps que, piéton et automobiliste, je suis fixé sur le danger que représentent, pour leur conducteur comme pour les piétons, ces petits engins pétaradants, fumants et zigzagants, et qui de plus, lorsque la température tombe au-dessous de dix degrés, mettent au supplice leur malheureux conducteur.

Qu'à cela ne tienne, répondra P.-H. Durocher. Les gens n'ont qu'à se payer des bagnoles. C'est pas cher, et ça permet d'aller

où l'on veut et quand on veut. En effet, entre 11 heures du soir et 6 heures du matin, l'automobile, c'est parfait. Mais dans la journée, la merveilleuse liberté donnée par la voiture me semble quelque peu limitée par le problème du stationnement (faire pendant une heure le tour d'un pâté de maisons, c'est délicieux) et par celui des embouteillages.

Reste le problème du prix, que P.-H. Durocher trouve négligeable. Il semble oublier qu'au prix d'achat s'ajoutent les frais d'essence et de réparations, considérables dans une grande ville. D'ailleurs, contrairement à ce qu'il avance, l'utilisation de l'automobile à Paris est étroitement liée au niveau du revenu.

LA POLITIQUE DU CHIEN CRÉVÉ

Pourtant, notre rédacteur ne tire pas les conséquences habituelles de son apologie de l'automobile. Surtout, pas de grands travaux, ni pour les transports en commun, ni pour les voitures : quand la paralysie gagnera Paris tout entier, les entreprises seront bien forcées de se décentraliser ! Voilà une solution pour le moins curieuse. Comme si la décentralisation pouvait être le fait des seules entreprises. En réalité, celles-ci ne pourront s'installer en province que lorsque le pouvoir politique se sera décentralisé. Tant que ce pouvoir reste concentré à Paris, les sièges des grandes entreprises sont forcés de rester à proximité. D'autre part, même après la restauration de la Monarchie, la décongestion de Paris ne se fera pas en un jour. Il faudra vingt ou trente ans, peut-être plus, pour que la capitale retrouve un visage humain. Pendant ce laps de temps,

il faudra bien que les habitants de la région parisienne vivent, et le mieux possible.

Il faudrait donc dès maintenant choisir une politique des transports. Comme tout choix implique un sacrifice, il faudra bien se résoudre à trancher entre les transports en commun et l'automobile. Le choix, théoriquement, n'est pas difficile : l'automobile, moyen coûteux pour le particulier comme pour la collectivité (pollution, bruit, laideur), moyen que l'on utilise quand même à cause de l'insuffisance des transports en commun, n'a plus sa place dans Paris.

On dira qu'une interdiction totale de la voiture intra-muros aboutirait à jeter un million de personnes supplémentaires dans des transports déjà surchargés. Mais l'autobus, tué lentement par l'automobile, retrouverait son efficacité, mais l'on pourrait envisager une multiplication, contrôlée cependant, des taxis.

Resterait le problème du métro qui n'en serait plus un si l'on se décidait à moderniser rapidement le matériel roulant, à augmenter sa vitesse et à étendre le réseau. Ce qui serait assurément moins cher que de doubler le périphérique, l'autoroute du Sud, ou d'accroître le nombre des parkings dans Paris. Financièrement possible, humainement nécessaire, le développement des transports en commun et l'interdiction parallèle de la voiture particulière dans Paris est pour le moment politiquement impossible. Dans le domaine des transports, les groupes de pression sont trop puissants pour qu'un Etat démocratique puisse s'en libérer. On n'échappe pas aux lois de la démocratie.

B. LARICHARDAIS.

PERSPECTIVES

Comment les futurologues sont mis en difficulté par le problème

Les prévisions pour la fin du siècle se sont, jusqu'à présent, suivies et ressemblées. En supposant que l'équilibre des armements nucléaires écarte tout risque de conflagration mondiale, on arrive toujours, grosso modo, aux mêmes conclusions, car on est amené à extrapoler les mêmes chroniques : démographie, échanges commerciaux, flux de main-d'œuvre et de matières premières, agrégats macroéconomiques, auxquelles s'ajoutent quelques idées-bateau sur l'évolution des mœurs et de la société, simples couloirs où ne manquera pas de s'engouffrer le vent de l'Histoire. Tout cela donne la futurologie, laquelle, de l'avis de tout le monde, bénéficie d'une crédibilité intermédiaire entre celles du mage Pacha-Bey (sur rendez-vous, au fond de la cour à droite) et de la météo de nos radios périphériques.

LES INHIBITEURS DE L'EXPANSION : LE FACTEUR POLITIQUE

Ceci à cause de l'optimisme contenu dans les chiffres avancés : 8 milliards d'âmes, un niveau de vie extraordinaire, le cancer vaincu, une vaste union douanière mondiale, etc. Il faut néanmoins reconnaître que, depuis 25 ans, rien n'a infirmé le cours de cette progression. A plusieurs reprises on a pu dire : « C'est le signe du retournement de la tendance, cette fois, le progrès est brisé, les dures réalités du monde l'emportent sur l'utopie. »

Ces constatations ont été d'abord de nature politique. De graves événements (réveil des nationalismes, révolte des noirs U.S., guerres et coups d'Etat divers) ont semblé mettre en péril l'équilibre planétaire. Tout ce qui est apparu comme contraire à l'esprit de Yalta a été annoncé comme début d'une nouvelle ère. La montée de tierces puissances devait aussi sonner le glas des structures servant de toile de fond aux prévisions de prospérité.

Il n'en a jusqu'ici rien été. Le monde capitaliste libéral est aujourd'hui beaucoup plus puissant qu'en 1946. Il possède la suprématie technologique ; il s'impose de plus en plus dans le Tiers-Monde où ce sont ses concepts et son style de vie qui prévalent en efficacité. Le monde entier est régi, davantage de jour en jour, par l'économie occidentale. Et même sur le plan doctrinal, chose nouvelle, c'est le néo-libéralisme qui domine, qui phagocyte les systèmes socialistes.

Pourquoi les bouleversements politiques que l'on ne cesse d'annoncer, imminents et irréversibles, depuis un quart de siècle, auraient-ils plus de chances de se produire désormais, et de remettre en cause un état de fait sans cesse mieux établi ? Sur ce plan, les futurologues ont de quoi se défendre.

LE FACTEUR SOCIOLOGIQUE

D'autre part, on avance pour réfuter les prédictions des futurologues occidentaux, des arguments d'ordre sociologique. La terre ne serait pas capable d'assurer l'épanouissement de tant d'humains, lesquels ne pourraient jouir de tant de richesses. Le cycle infernal de la société de consommation produit des frictions, des révoltes, des refus. Le caractère implacable du système ferait de l'homme un isolé dans la foule, un pauvre au milieu de l'abondance, un frustré au milieu des plaisirs.

Il est un fait certain que la cité moderne et le cadre de vie aliénant d'aujourd'hui constituent des détonateurs politiques de premier choix. Cependant les réactions qu'ils ont provoquées n'ont guère, jusqu'ici, affecté le rythme de la croissance. La contestation, la drogue, et tout ce que l'on peut broder autour, ne représentent quantitativement que bien peu de chose. Ces phénomènes ont toujours sévi à l'état endémique et, bien qu'on en parle beaucoup depuis quelques années, ils sont loin de pouvoir provoquer l'effondrement d'un monde qui n'a rien d'une Byzance pourrie de l'intérieur.

Ce n'est qu'une frange infime qui se met en marge du monde ; le reste de la contestation se dilue, est récupérée par le libéralisme et participe à sa dynamique évolutive.

Bien sûr, au niveau sociologique, les poncifs usuels avancés pour défendre la viabilité du capitalisme ont du mal à faire le poids. Mais une prévision pour l'an 2000 n'a pas à se fixer ce cadre rigide ; c'est au contraire le courant de l'innovation qui apparaît, intégrant toutes les composantes du mouvement antérieur. Ainsi fait-on usuellement apparaître l'inversion du rapport travail-loisir, une nouvelle finalité de l'entreprise, de nouvelles définitions du P.N.B., la lutte contre les nuisances, un immense transfert d'énergie productive vers des fins humanistes. Herrmann Kahn affirme qu'il a aujourd'hui moins confiance en la technologie, en la croissance pure ; mais son optimisme est intact. Mc Namara a remplacé Saint-Simon.

Les frottements actuels sont le fait d'un rodage incomplet de la machine à aller de l'avant, dit-il ; dans leur majorité, les hommes d'aujourd'hui, biologiquement conservateurs, repoussent l'image qu'on leur donne du monde de demain ; mais le mouvement se fera sans eux et ils s'adapteront tout naturellement, comme l'ont fait leurs ancêtres ; ils trouveront leur bonheur dans un monde qui sera bâti par quelques-uns, les innovateurs d'aujourd'hui, les chevaliers du volontarisme néo-capitaliste ; la mesure de leur succès leur sera donnée par le consensus des consommateurs. Mil-

ton Friedman va jusqu'à prévoir — et souhaiter — une défense nationale soumise aux lois de la concurrence.

Les futurologues ne sont en rien démolis par Marcuse.

LE FACTEUR ÉCONOMIQUE PRIMAIRE

D'aucuns, en général non-spécialistes, voient l'impossibilité ou la vanité des prévisions pour l'an 2000 dans le volume même des chiffres. Comment nourrir tant de monde ? Comment consommer tant et plus ? Et les extrapolations saugrenues abondent : un mètre carré, un million de dollars et 200 ans de vie moyenne par habitant d'ici un siècle. Il faut savoir que :

— l'aspect malthusien de l'évolution démographique se manifeste depuis longtemps déjà. On parle en fait de 5,5 milliards d'hommes en 2000 ;

— les extrapolations ne doivent pas être exponentielles, mais exprimées en taux de possessions, lesquels sont par nature bornés et donnent lieu à une évolution de nature logistique. En 2000, l'inflexion sera déjà largement dépassée dans bien des secteurs. C'est la stabilité qui prend le pas au-delà ;

— la multiplication des changements est limitée par leur possibilité d'assimilation au fur et à mesure. Or une croissance vive exige, pour être équilibrée financièrement, des circuits extrêmement courts, à rentabilité immédiate. Ce qui limite implicitement le taux d'expansion possible pour une économie fermée ; les exceptions proviennent d'apports extérieurs (grandes découvertes), d'une situation de fait très inférieure au potentiel réel (Allemagne en 1945) ou d'une politique de parasitisme monétaire international (Brésil actuel).

Certes, ce n'est tout de même pas réjouissant. Pour nourrir tout ce cheptel humain supplémentaire, il faudra avoir recours aux protéines de synthèse, réservant pour les jours de fête ce qui est aujourd'hui destiné au bétail industriel. Mais cela ne permet pas d'infirmier les prévisions, d'affirmer que quelque chose de nouveau ne manquera pas de se produire qui remettra tout en question.

L'INFLATION

Paradoxalement, ce n'est pas la crainte d'un bouleversement politique, d'une mutation sociologique ou d'un goulot d'étranglement économique qui peut affecter un futurologue dans ses certitudes. Le danger d'apparition d'un phénomène nouveau, imprévisible, rendant caduque toute prévision, est un danger interne au système. C'est l'inflation qui est en passe de rattraper la croissance, de l'annihiler et de

2000

de l'inflation ?

la dépasser. C'est à ce sujet que règne le désarroi le plus profond. Quand trouvera-t-on le vaccin à cette gangrène ? Personne n'a encore pu l'incorporer valablement à un modèle long terme.

Le danger s'est fait de plus en plus pressant. A priori, il semble que le pourrissement du statu quo aurait eu pour effet de compromettre pour longtemps le décollage économique du Tiers monde, et de faire apparaître diverses autarcies plus ou moins viables.

En somme, l'inconnue dans toute son horreur, la lutte contre un ennemi invisible et redoutable.

La décision de Nixon est-elle le départ d'un changement radical de structures, ou un simple palliatif permettant d'accorder encore foi aux vues actuelles sur l'an 2000 ?

1971, AN 0 ?

Les décennies récentes ont vu une accélération des découvertes scientifiques, des mutations qualitatives. Cela n'a été que la conséquence, la réalisation d'idées bien antérieures ; en revanche, il n'apparaît pas clairement que nous vivions la genèse d'une ère nouvelle. Le principe même de la futurologie est la prolongation des tendances du passé, donc l'absence de facteurs nouveaux. Certains ont pensé que l'énergie atomique, l'A.D.N., le laser sont de ceux-là. Aujourd'hui, on peut penser être en présence d'un événement annonciateur de mutations imprévisibles, dont la décision de Nixon serait le premier maillon.

Le désordre monétaire des mois à venir peut se traduire par un brusque arrêt de l'expansion, certainement moins grave qu'en 1929 vu les moyens d'information économique actuellement disponibles, après quoi, la marche en avant reprendra, à peine modifiée ; à l'échelle du long terme, ce n'aura été qu'un à-coup. Mais il se peut également qu'il se produise des modifications structurelles entraînant un changement dans la nature de l'évolution. Cela ne se saura, peut-être, que d'ici dix ans.

Nixon a fait un geste politique, c'est-à-dire qu'il n'a pas raisonné en termes de prévision, mais d'objectif. Il a délibérément fait sortir le train de ses rails. Qu'en adviendra-t-il ?

Il est évident que la réalisation des prédictions actuelles des futurologues passe par la non-prise du pouvoir, en France, par l'A.F. Ce ne sont pas les premiers pas humains sur la lune qui risqueraient de préparer les conditions favorables au coup de force. Mais peut-être les retombées de la liquidation de Bretton-Woods forceront-elles la France à s'orienter vers un mode de développement entièrement nouveau. Alors, 1971, année zéro ?

PHILIPPE-HENRI DUROCHER.

Pour célébrer le centenaire de Marcel Proust :

II. UNE "RECHERCHE" SCIENTIFIQUE

Il y a quelques années, un Révérend Père jésuite proposait de transformer nos cathédrales en musées. La fonction sacrée qu'on leur prêtait autrefois étant désormais portée par le « monde », nos monuments de l'art religieux n'avaient plus qu'à se faire réduire à l'état laïc. On imagine ce qu'aurait été la réaction d'un Marcel Proust qui, en 1904, prenait la plume du polémiste pour défendre les églises menacées par le petit père Combes, en soulignant le rôle de la sensibilité chrétienne dans notre civilisation.

Le Révérend Père fait partie de ces gens qui, ignorants des vraies sources de la vie, veulent en anesthésier toutes les manifestations susceptibles de déranger leurs belles assurances.

Il en est ainsi de certains lecteurs de Proust : ils considèrent la **Recherche** comme un lieu de promenade, truffé de spectacles inattendus, où de longs détours finissent par dévoiler de merveilleux paysages et où les visions fugitives se succèdent sans autre ordre que celui d'un imaginaire échevelé. Bref, ils adoptent un comportement de touriste américain à Chartres ou à Amiens.

Il y a pourtant bien autre chose dans les cathédrales. Le critique d'art américain Erwin Panowsky (1) a parfaitement montré que ces « scholastiques de pierre » constituent, à travers l'art architectural, de véritables recherches de la vérité : recherche d'une vérité esthétique, recherche d'une vérité théologique. De même, Gilles Deleuze, dans son essai sur Proust, écrit : « La **Recherche** n'est pas simplement un effort de souvenir, une exploration de la mémoire : recherche doit être pris dans son sens fort, comme dans l'expression **recherche de la vérité**. » (2)

Quelle vérité Proust cherche-t-il donc ? Certainement pas une vérité morale, et les reproches que lui ont faits à cet égard Bernanos et Massis font mouche. Une vérité politique ? Proust, dreyfusard, a, dans sa préface à *Tendres Stocks* de Paul Morand, évoqué « Léon Daudet et Charles Maurras, mes maîtres ». S'il peut y avoir des intermittences de la conscience politique, celle de Proust est, semble-t-il, restée constamment embryonnaire.

Pourtant, la démarche proustienne apparaît comme proprement scientifique. Il s'agit de l'observation systématique d'un groupe social, des comportements des hommes qui le composent, et des mécanismes qui président à ces comportements. Jean Fourastié l'a écrit récemment : « Non seulement Proust fut avant tout un chercheur, un homme de science, un pionnier des sciences sociales, mais il en avait la pleine conscience et la volonté. » (3) Son

observation n'était pas gratuite. Disposant d'un extraordinaire « matériau humain », il ne s'est pas contenté de jouir de son spectacle. Il a tenté d'en tirer des lois générales sur les mécanismes de la pensée, de la passion et des rapports sociaux. « Là où je cherchais les grandes lois, a-t-il dit, on m'appelait fouilleur de détails. » (4)

On pourrait objecter que Proust n'a connu qu'un milieu bien déterminé, la société mondaine de son temps. Bardèche, dans le deuxième tome de son « Marcel Proust Roman-cier », fait justice de cet argument. « Le sujet de l'œuvre importe peu, écrit-il, et la fonction de **révéléateur** de l'écrivain peut s'exercer sur toute matière, il n'y a aucun rapport entre la qualité de l'œuvre et la gravité ou la légèreté du sujet. » (5)

Un biologiste étudiant la vie des cellules choisira telle ou telle matière végétale ou animale. Il en tirera des conclusions valables pour l'ensemble de la matière vivante. De même, comme le dit Bardèche, la vie mondaine « reproduit, sur une scène plus étroite, les lois qui sont les lois mêmes de la vie ». Ces lois, dont nous voyons, décrits devant nous, des cas d'application particuliers, « sont aussi, Proust le souligne, les lois de tout commerce entre les hommes ».

Cette méthode inductive d'approche des réalités socio-psychologiques n'est pas sans analogie avec l'empirisme organisateur. Bien entendu, il ne s'agit pas de forcer les rapprochements, mais il reste qu'on voit facilement le parti à tirer d'une phrase de Proust comme celle-ci, que cite Jean Fourastié : « Toute action de l'esprit est aisée, si elle n'est pas soumise au réel. »

Au terme de ces quelques éclairages, fragmentaires et inévitablement subjectifs, projetés sur l'œuvre du plus grand écrivain français de ce siècle, il convient de souligner que l'appareil critique qui l'entoure est devenu tellement considérable qu'il menace son objet d'étouffement : l'édition de la *Pléiade* ou celle du Livre de Poche attendent de nouveaux lecteurs, et même les lecteurs... intermittents.

Christian DELAROCHE.

(1) Cf. Erwin Panowsky : « Gothic Architecture and Scholasticism » (Latrobe, Penn., 1951).

(2) Gilles Deleuze : « Proust et les signes » (P.U.F., 1970).

(3) « Le Figaro », 6 juillet 1971.

(4) Cf. sur ce thème, toutes les dernières pages du « Temps Retrouvé ».

(5) Maurice Bardèche : « Marcel Proust Roman-cier », tome 2 (Les Sept Couleurs, juillet 1971).



Une anthropologie maurrassienne ?

GÉRARD LECLERC.

L'homme multidimensionnel

Herbert Marcuse a donné le ton aux contestataires de tous les pays nantis de la planète, en dénonçant l'homme unidimensionnel, réduit à la dimension exclusive de producteur-consommateur par la société industrielle. On serait tenté d'applaudir sans réserves à cette dénonciation, si Marcuse n'était prisonnier d'un système où Freud est sensé compenser les insuffisances de Marx. Contestataire pour contestataire, je serais tenté de préférer à l'auteur d'*Eros et civilisation* Norman Brown qui, parti d'une critique analogue, a le mérite de découvrir une dimension mystique spécifique à l'homme. Cette dimension, même mal saisie, fait au moins émerger l'humanité de l'animalité et lui donne des raisons d'échapper au conformisme matérialiste ambiant.

Là réside en effet l'intérêt de la contestation du mouvement contestataire en général. En refusant l'économisme et en posant la question des finalités, elle met l'accent sur l'essentiel. Elle peut se fourvoyer par la suite, mais son échec pourra la ramener à son point de départ pour reprendre sa quête. C'est bien pourquoi, au grand scandale de certains, nous n'avons cessé de l'interpeller depuis mai 68 pour la rappeler à ce point de départ et reposer avec elle la question essentielle. *L'âme chagrine et mécontente qui fit de l'homme l'inventif et industriel animal qui change la façade du monde, cette âme de désir et de labeur ne sera jamais satisfaite par un nombre quelconque d'œuvres ou de travaux, tout nombre pouvant être accru... Qu'importe l'abondance à un certain stade ? Pourquoi travailler « comme un dingue », et progresser dans l'échelle des salaires lorsqu'on a déjà suffisamment pour vivre ? Saint-Simon devient dérisoire avec son âge d'or d'abondance. Les nouvelles générations engagent le combat pour un art de vivre et la qualité de vie.*

Certes, à un certain degré, la réaction « antiproductiviste » peut manquer de sagesse. Il faudra toujours arracher à la nature le nécessaire pour vivre et il serait fou de ne pas faire son profit des progrès les moins contestables des techniques. La question est d'ordonner ces progrès au progrès qualitatif, au perfectionnement humain. Encore faut-il savoir au juste ce que cela signifie.

Nous sommes donc toujours ramenés à notre anthropologie fondamentale. Si l'homme ne peut être réduit à un « producteur-consommateur », qu'est-il ?

Les marxistes « humanistes » pourront faire appel à l'homme *générique*, l'homme libéré de toutes les aliénations, espérance de la Révolution. Mais à supposer que cet homme-là soit libéré d'un bon nombre de contraintes, quel sens aura sa liberté ? Qu'en fera-t-il ? Garaudy la voit s'exprimer dans la création esthétique où l'homme se retrouve poète dans le sens fort du mot, c'est-à-dire créateur absolu de l'univers de ses rêves. La liberté se réalise ainsi dans l'imaginaire. On conviendra que c'est là un curieux aboutissement du marxisme. Aboutissement qui se révèle bientôt être un cul-de-sac. L'homme libre n'a que faire d'une liberté qui ne l'engage à rien de réel, qui ne lui permet pas d'assumer son destin à lui.

Ce qui intéresse l'homme réel, c'est en définitive, le sens de son existence. L'amour et la mort restent par delà les siècles les deux grandes questions qui ne cessent de le tourmenter. Marx a eu beau vouloir sonner le glas de la métaphysique. Marcuse a beau, au nom du réel, refuser les suprêmes interrogations de Brown, l'un et l'autre ne peuvent rien au fait que ces deux questions inquiètent encore nos contemporains quelles que soient les réponses qu'ils leur donnent.

Maurras l'agnostique n'a cessé de les poser. Du *Chemin de paradis* et d'*Anthine* où la mort, en fixant les êtres dans leur état d'achèvement leur confère une éternité intellectuelle, au *Colloque des morts* où l'amour appelle la communion par delà la mort et donc une véritable éternité. La poésie qu'il définit comme une ontologie, c'est-à-dire la science suprême de l'Être, a pour mission de livrer les secrets les plus intimes de l'univers et du destin.

Déjà Aristote, au terme de son *Ethique à Nicomaque*, découvrait le bonheur suprême de l'homme dans la contemplation. C'est bien que, hors même de toute révélation et de toute référence religieuse, il n'est pas possible d'abstraire l'homme de sa recherche métaphysique et de refuser à sa nature ses suprêmes dimensions.

Ainsi l'étroite perspective de l'homo-*economicus* éclate au regard de la véritable nature humaine. Et l'anthropologie découvre d'autres dimensions. La dimension métaphysique, même si elle est essentielle, n'est pas la seule. Elle sera sans cesse présente, mais elle n'abolira pas les autres. Tour à tour amoureux et artiste, joueur ou studieux, l'homme est également citoyen : autant de registres entre le consommateur producteur et le poète philosophe.

La science de l'homme, en affirmant cette multidimensionnalité, dissipera toute équivoque et abolira les tentations exclusivistes des disciplines particulières. L'homme marxiste et l'homme freudien ne pourront prétendre absorber toute l'essence de l'homme.

La contestation prend maintenant tout son sens. Il est trop certain que l'homme réel ne trouve pas son compte dans un univers dont la seule raison d'être est une expansion économique qui implique l'asservissement de l'individu à la machine à produire et à consommer. L'homme multidimensionnel revendique très justement une société qui lui permette d'épanouir toutes les virtualités de sa nature.

Encore faut-il que cet épanouissement ne se fasse pas dans le désordre et ne provoque pas une anarchie régressive. C'est le drame des contestataires d'aujourd'hui que de revendiquer une liberté qui se retourne finalement contre eux. Pour échapper au naufrage, l'homme a besoin d'un gouvernail : son intelligence qui lui enseigne la hiérarchie des fins, l'harmonie des éléments de sa nature, ainsi que sa place au sein de l'univers.

L'anthropologie maurrassienne qui nous rappelle tout cela qui est nécessaire aujourd'hui plus que jamais, paraît fonder l'humanisme indispensable à notre temps, l'humanisme humble et sage. Mais c'est bien le seul qui vaille puisqu'il appelle à un type de perfection qui convient à l'homme de tous les temps.

Gérard LECLERC.

(Suite et fin la semaine prochaine : *L'essence du politique.*)